TRAVAILLEURS

Parti pour une alternative communiste P.A.C.

Mensuel – N°35 – Juillet 1986 – 12,00 F

ISSN 0754-281 X

S'ORGANISER AUTREMENT

Résistances, renouvellements, convergences, POUR UNE ALTERNATIVE DE SOCIÉTÉ

VIe CONGRÈS — PAC — Juin 1986

Ce «Travailleurs» de juillet publie les textes adoptés par le VIe Congrès du PAC (20-21-22 juin 1986) :

— Résistances, renouvellements, convergences pour une alternative de société

— S'organiser autrement – Règles pour le PAC aujourd'hui

Résistances, renouvellements, convergences POUR UNE ALTERNATIVE DE SOCIÉTÉ

Une période s'achève... Le retour de la droite aux affaires gouvernementales ne marque pas un simple «déjà vu» d'avant 1981. Le culte et la pratique du profit et de l'élite tiennent tout à fait le haut du pavé; on exalte ouvertement l'inégalité et la suprématie du monde occidental. Et tandis que les forces de réaction s'efforcent ainsi d'imposer leur propre sortie de crise, celles, qui voilà bientôt vingt ans, voulurent mettre l'imagination au pouvoir et furent les acteurs des changements des années 70 se trouvent pour l'essentiel en panne d'idées et d'espoirs... La période s'achève sur fond de mutation en profondeur de la société française dans un monde lui-même fortement bouleversé.

Une course de vitesse est engagée : quelles forces et quels idéaux parviendront à modeler cette fin de siècle? Quelles réponses seront apportées aux défis du présent et de l'avenir et qui les mettra en œuvre? Quelle alternative de société et comment y contribuer?

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE CETTE FIN DE SIÈCLE

Ces défis sont multiples et posés à l'échelle planétaire. On ne saurait produire une réponse vraie, solide et durable à ces défis sans prendre en compte leur dimension mondiale tant s'interpénètrent à l'échelle internationale les questions cruciales de la faim et du développement, de l'insécurité et de la guerre, de la destruction de l'environnement naturel et culturel, de l'absence de liberté et des inégalités de toutes sortes.

Le défi du développement et de l'indépendance

C'est le défi qui met en mouvement des milliards d'hommes et de femmes des vastes régions qu'on appelle le Sud. Pour eux qui ont connu ou connaissent la faim et la malnutrition, l'exode et le sous-emploi chronique, l'entassement urbain et la misère des campagnes, pour eux qui ont subi et subissent l'oppression des colonisateurs et des dictatures militaires, la discrimination raciale et les guerres locales fratricides, **la bataille du développement dans l'indépendance,** la recherche d'une voie autonome de développement sont prioritaires.

Leurs situations, héritées d'un passé colonial et précolonial encore pesant, et conditionnées par des réalités géostratégiques et sociales multiples, sont extrêmement diverses. Comme sont diversifiées et mêlées les batailles engagées : celles de la survie, celles de l'identité et de la libération nationales, celles des voies originales de développement intégrant des exigences économiques, politiques et culturelles propres. Du Sahel à Soweto, d'Argentine aux montagnes afghanes, d'Algérie au Nicaragua, de Beyrouth ou de Chine, une multitude de combats, tour à tour perdus ou gagnés, et si disparates en apparence, contribuent à ébranler le système global économique, politique et culturel que domine le Nord impérialiste et qu'il défend pied à pied avec ses multinationales, son système monétaire et bancaire, son avance technologique, ses institutions, ses armées et son arsenal idéologique et culturel.

Ces dernières années, les peuples et pays du Tiers Monde sont confrontés à la crise et à une rude contre-offensive du Nord impérialiste, menée sous la houlette de Reagan, sur tous les continents et dans tous les domaines. Ils ont subi difficultés croissantes et reculs. Pour autant, valorisant selon des rythmes inégaux leurs propres potentialités matérielles et humaines, poursuivant les batailles pour un nouvel ordre économique international, ils restent des **acteurs à part entière** des grandes mutations planétaires. C'est un premier défi lancé à l'ordre impérialiste dominant, inscrit dans sa nature même.

Le défi de la paix et de la sécurité

Cet autre défi, lui aussi situé au cœur du monde contemporain, relève de la contradiction Est/Ouest. Les deux superpuissances, USA et URSS, qui détiennent 95% des armements mondiaux, menacent de faire sauter la planète que chacune prétend dominer. Atteintes elles aussi par la crise, elles n'ont de cesse de s'en sortir sur le dos des autres, l'une par une contre-offensive généralisée tous terrains orchestrée sous l'ère Reagan, l'autre par une accroche et une consolidation sur toutes les zones d'influence acquises pendant sa période antérieure d'expansion.

L'Europe et son potentiel technologique et humain sont un enjeu essentiel de la confrontation Est/Ouest. D'une part, sa participation au système impérialiste mondial, ses relations d'exploitation avec le Tiers Monde, ses ventes d'armes (en particulier de la France) concourent à attiser certaines tensions. D'autre part, cet enjeu contraint l'Europe à établir certains rapports moins inégaux avec les pays du Tiers Monde, leur permettant de se soustraire de temps à autre au choix obligé USA-URSS sur les plans politique et économique; c'est là un facteur qui concourt à baisser la tension.

Quelles que soient les amorces actuelles du dialogue USA-URSS, et malgré le développement des mouvements en faveur de la paix, la course aux armements se poursuit. La rivalité attise les «points chauds», véritables poudrières pour une confrontation mondiale. Elle est un défi permanent aux forces de paix qui, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, ont un intérêt **vital de sauvegarder la paix** pour répondre aux autres défis.

Le défi de la crise et des mutations technologiques et sociales

Ce troisième défi prend racine dans la crise apparue dans la première moitié des années 70, crise du système structurant l'économie mondiale depuis la dernière guerre mondiale. Le modèle de croissance d'après-guerre - productivité en progrès rapides, revenus en augmentation parallèle, énergie à bon marché, consommation de masse, urbanisation accélérée - s'est épuisé; le fordisme et l'Etat-providence ont révélé leurs limites historiques à l'aube des années 80.

Un nouveau mode de mise en valeur du capital se met peu à peu en place, se nourrissant de la révolution technologique et la stimulant : le mouvement d'internationalisation du capital s'accélère; les activités industrielles se délocalisent avec priorité dans les pays impérialistes et sur leur territoire même; le capital se concentre sur les activités les plus performantes et les industries de haute technologie et accélère l'introduction des nouvelles technologies. L'Etat recentre ses interventions sur l'accumulation du capital et son déploiement dans le marché mondial, selon sa fonction de stratège économique et politique du capital et se désengage des niveaux décentralisés et déficitaires de régulation, notamment en matière sociale. Enfin, ce nouveau mode de mise en valeur transforme non seulement la sphère de la production et de la maîtrise de la nature, mais aussi celles des rapports sociaux, de la communication entre les hommes, de l'information et du savoir.

Les effets du redéploiement du capital sont fulgurants. Au Sud, ce sont la prolétarisation, la paupérisation et la déstabilisation accrues de sociétés encore agraires pour l'essentiel, l'urbanisation sauvage. Au Nord, le chômage, la précarisation, la mobilité et la flexibilité de l'emploi gagnent du terrain et accélèrent l'éclatement du monde du travail en intérêts distincts et cristallisés («société à deux vitesses», «société duale»). Dans les secteurs de pointe, l'introduction par le capital de nouvelles formes d'organisation du travail qui élargissent le recours à la compétence individuelle tend à transformer le rapport au travail et les rapports sociaux dans l'entreprise.

Les hiérarchies et les modes anciens sont bousculés; le blocage sur la défense du passé, inversement l'abandon des acquis au nom du réalisme et du modernisme, coexistent avec les processus d'exclusion et contribuent à obscurcir les rapports sociaux d'une société en mutation. Ces transformations prennent de plein fouet les organisations des travailleurs, la structuration et la composition du mouvement syndical et constituent une base de leur affaiblissement.

Alors que tendent à s'uniformiser les conditions de travail, de vie, d'accès à l'information et à la culture pour la grande masse des travailleurs, à l'inverse se renforcent l'éparpillement, les particularismes et les diversités. Un même mouvement contradictoire traverse d'autres défis sociaux de cette fin de siècle : les rapports entre hommes et femmes, entre individu et société, les brassages nationaux et la prise en compte des différences; l'appropriation et la protection de l'environnement naturel, etc.

Le défi de la réponse du libéralisme

La contradiction Nord/Sud, la rivalité Est/Ouest et les formidables mutations des années 80 ne sont pas neutres. En Europe occidentale où l'ensemble de ces facteurs se combine de manière similaire pour des raisons géostratégiques, historiques, économiques, politiques et culturelles, domine pour l'essentiel **une logique d'exploitation et de domination d'une infime minorité sur la grande majorité des hommes et des peuples.** C'est le cas dans la France capitaliste-impérialiste de 1986 où la réponse du libéralisme fait la loi.

Le libéralisme d'aujourd'hui, comme celui du XIXe siècle, cultive le credo de la liberté sans entrave du capital et de la toute-puissance du marché, hors de toute intervention de l'Etat. Il célèbre l'élite et les inégalités, louange *«l'enracinement national»* et la famille, dans la tradition de la droite nationaliste. Mais les réponses qu'il offre sont **des années 80**, en prise avec les défis mondiaux et nationaux d'aujourd'hui. Depuis mars dernier, elles inspirent la philosophie et la pratique gouvernementales du libéralisme à la française.

La «défense du monde libre»

Ainsi, *«l'enracinement national»* se situe délibérément dans le cadre de la *«défense du monde libre»* et dans le sillage US; il prend pour cible les peuples du Sud, parfois qualifiés d'*«envahisseurs»* et véhicule un racisme procédant des thèses de l'apartheid, au nom du *«respect des différences»*! En termes concrets, cela donne l'option de la *«préférence nationale»* chère au Front national et à quelques autres libéraux absolus, ou bien les politiques gouvernementales démographiques - la famille *«chance pour la France engourdie dans un hiver démographique»* (Chirac) - et d'immigration avec expulsions administratives et modification du Code de nationalité. Cela donne aussi un raffermissement «ultra» dans les colonies françaises et un intérêt privilégié accordé aux pays de l'Afrique francophone.

«L'anti-étatisme»

Ainsi, au chapitre de l'anti-étatisme, l'action gouvernementale est double. D'une part, l'Etat recentre son intervention pour un redéploiement du capital fondé sur des thèses parentes de celles de Reagan et de Thatcher : priorité absolue au profit et à la concurrence, privatisations, libération des prix, des charges et des exportations de capital, déréglementation du droit du travail et désengagement des secteurs sociaux déficitaires. Le credo libéral en matière économique rejoint ici l'exaltation des inégalités qui fonde la double filière, en matière d'école, de santé, de protection sociale, que la politique gouvernementale emprunte progressivement. D'autre part, l'Etat renforce sa fonction répressive selon une logique sécuritaire qui associe étroitement insécurité, chômage, immigration et terrorisme : extensions des contrôles d'identité, renforcement d'une police politique, mise en place de pratiques de délation, remises en cause des droits des immigrés, etc.

Liens aux réalités des années 80

Ce faisant, le libéralisme à la française fusionne avec des réalités concrètes, politiques, sociales et culturelles des années 80 : il active et réactive des liens et réseaux sociaux, notabiliaires, associatifs ou «professionnels»; il utilise ses reconquêtes du «local» peu à peu acquises au fil des élections municipales, cantonales et régionales de 1982 à 1986 et bénéficie pleinement de la décentralisation; il tire profit politique de ses investissements démultipliés dans les médias nationaux et locaux, de l'empire Hersant à bon nombre de radios privées; il suscite un travail de renouvellement, de radicalisation et de cohésion idéologiques qui s'appuie sur les inquiétudes liées à la crise, le repli sur la sphère privée et les rejets de l'appareil bureaucratique d'Etat apparus ces dernières années.

Le danger d'extrême-droite

Puissants révélateurs de ces réalités contemporaines, l'émergence et la consolidation du Front national en sont aussi d'inquiétants catalyseurs. La dynamique mise en route en 83 recèle des capacités d'élargissement au-delà de la mouvance initiale d'extrême-droite au sein des couches populaires les plus démunies et exaspérées, en quête de réponses simples et expéditives aux peurs diffuses du présent et de l'avenir, à la concurrence exacerbée sur le marché du travail et au risque de chômage, aux difficultés engendrées par l'urbanisation accélérée des dernières décennies. Le *«dehors les immigrés»* du Front national, qui tient lieu de réplique à tout - chômage, délinquance, terrorisme, déficit de la Sécurité sociale, échec scolaire, drogue... - a constitué et constitue le vecteur principal de pénétration de l'idéologie sécuritaire, xénophobe et raciste. Les moyens institutionnels acquis par le Front national en mars 86 à l'Assemblée et dans les régions, les rapports complexes de concurrence et de convergence avec la droite gouvernementale manifestés par de multiples «passerelles», connivences et alliances, risquent fort d'enraciner davantage le Front national dans la société française.

Il y a **extrême urgence** de répondre à cette dimension du défi libéral, porteuse des dangers les plus menaçants pour le présent et l'avenir.

***

Après mars 86 qui enregistre un rapport droite/gauche 55/45 sans précédent depuis les années 60, le constat est sans appel : **la réponse libérale a le vent en poupe.** Les interprétations divergentes du libéralisme à la française, les intérêts contradictoires au sein de la coalition libérale, les difficultés d'application et les résistances, peuvent moduler la mise en œuvre du programme libéral qui s'inscrit dans une démarche nullement ambiguë : celle d'une sortie de crise, d'une réponse aux défis de la fin de ce siècle qui revendique **la défense intrinsèque des intérêts du capital impérialiste.**

Elle implique le renforcement du rapport de forces capital/travailleurs en faveur du capital et une victoire sur toute la ligne sur le mouvement ouvrier et populaire. Car la réponse du libéralisme porte en elle une société plus dure aux travailleurs. Modification et aggravation des modes d'exploitation et de vie incluant précarisation et exclusion accrues, restrictions des libertés individuelles et des droits collectifs, syndicaux et associatifs, aggravation des compétitions, discriminations et inégalités, frustrations et régressions culturelles, en dessinent les contours inquiétants.

POUR UNE ALTERNATIVE DE SOCIÉTÉ

Cette réponse libérale n'est pas la nôtre ni celle à laquelle aspirent des millions d'hommes et de femmes de ce pays. Car les défis contemporains recèlent potentiellement d'autres réponses, composantes aujourd'hui dominées et éparses d'une alternative de société. Nous faisons le choix d'explorer avec eux ces autres réponses qui fructifient le potentiel matériel et intellectuel de la grande majorité des travailleurs de notre pays, libèrent leur créativité et convergent avec la formidable aspiration planétaire des peuples au développement et à l'indépendance.

L'échec des réponses mises en œuvre de 1981 à 1986

Ce choix impose de compléter le constat inscrit dans les résultats de mars 86 : l'échec du modèle de changement mis en œuvre par la gauche au pouvoir de 81 à 86 et l'impasse stratégique du Parti socialiste.

Le modèle de changement des années 70, modèle d'avant-crise fondé sur la croissance et la relance keynésienne, sur la démocratisation économique, politique et sociale et l'union de la gauche, a éclaté à l'épreuve du pouvoir, dans un contexte de crise et d'internationalisation croissante de l'économie et d'offensive de l'impérialisme. Après le tournant de l'austérité de 82/83, l'esquisse d'un nouveau modèle de changement enregistre officiellement en 84 l'abandon de la stratégie d'union de la gauche et cible sur la modernité pour l'an 2000 assortie de la *«juste répartition des efforts»*. Le fameux *«socle du changement»* - nationalisations, décentralisation et lois Auroux - n'a opéré aucune rupture décisive ni commencement de rupture décisive d'avec le système économique d'avant 81 ni même établi de garde-fous en cas de retour de la droite aux affaires gouvernementales. A preuves, l'avant et l'après mars 86.

La politique du Parti socialiste, fondée sur une stratégie d'*«exercice du pouvoir»* et de *«gestion loyale»* pour une avancée graduelle au socialisme, a intégré les logiques économiques du système capitaliste-impérialiste et a prétendu gérer sans toucher pour l'essentiel aux mécanismes institutionnels et administratifs de l'Etat. Elle a conduit à l'impasse. De fait, l'action gouvernementale socialiste a suscité un type de redéploiement spécifique de l'impérialisme français pourtant décrié par les ultra-libéraux : conquête de marchés prenant les nationalisées comme pivots vers les pays industrialisés en priorité, modernisation et valorisation accrues de l'appareil productif, adaptation et rationalisation des niveaux de pouvoir, tentatives pour organiser un consensus social, attaques de certains statuts ou d'acquis (indexation des salaires, protection sociale...); certaines orientations, certaines mesures, certains discours (par exemple sur la flexibilité, la protection sociale, les fonctionnaires) ont préparé le terrain aux mesures actuelles de la droite.

Tout au plus l'action gouvernementale a-t-elle mis en place des freins momentanés aux exigences les plus brutales du capital et ouvert quelques brèches et espaces en matière de libertés individuelles, de Code du Travail, de consolidation de l'Etat de droit dans les domaines de l'immigration, culturel et audiovisuel. Tout au plus a-t-elle provisoirement sauvé quelques meubles d'un mouvement syndical et associatif déjà en crise par aides, subventions et renforcement de son institutionnalisation.

Mais à l'inverse, les attentes et espoirs populaires, conçus et forgés pendant les années 70, ont été profondément déçus et taris. L'échec patent des réalisations concrètes - l'augmentation du chômage en premier lieu - et les distorsions et brisures d'avec des pans entiers du mouvement ont aggravé le désarroi et la crise structurelle dont l'existence et la mesure n'avaient pas été véritablement prises en compte.

Prendre la mesure de la crise du mouvement ouvrier et populaire

Nombre de ses acteurs, et parmi eux les responsables, ont été les plus tardifs à en reconnaître l'existence. Certains en nient encore l'ampleur et le caractère, sous-estiment ou récusent leurs propres responsabilités. Contre toute évidence. Les manifestations de cette crise sont pourtant de notoriété publique : désyndicalisation, chute des effectifs et des moyens, crise du militantisme. Le mouvement ouvrier et populaire a perdu et perd des positions acquises, des certitudes et une grande part de crédibilité et de confiance chez la grande masse des travailleurs et des jeunes générations. La brèche continue de s'agrandir. Il y a péril quant à l'organisation des travailleurs pour la défense de leurs intérêts et aspirations pour l'avenir.

Cette crise généralisée est cependant différenciée. Ainsi, le mouvement associatif, plus éclaté et diffus, mais aussi plus mobile dans ses pensées et ses activités, moins rigide que le mouvement syndical a, pour certains de ses pans, mieux su résister et «négocier» le repli sur le court terme et le local. L'un comme l'autre, ancrés dans des réalités sociales et institutionnelles concrètes, bon gré mal gré tiennent un peu mieux le coup que la branche «politique» du mouvement. Chez celle-ci, la composante social-démocrate tire assez bien son épingle du jeu, du moins sur le terrain électoral.

La crise du communisme

La crise du communisme participe pleinement de la crise du mouvement ouvrier et populaire; elle en est une dimension essentielle, sinon principale, tant le communisme et sa mouvance ont marqué le mouvement de leur empreinte, voire de leur hégémonie au sortir de la guerre. De 81 à 86, des décrochages électoraux successifs du PCF ont mis en pleine lumière une spirale de déclin, enclenchée à la fin des années 50, freinée pendant les années 70 et qui joue à fond au début des années 80. Le recul n'est pas de conjoncture : perte de bases d'appui municipales, fragilisation de la courroie de transmission syndicale, réduction obligée des appareils et repli sur eux-mêmes, interrogations et remous internes sans précédent, multiplication des écœurements et des départs reflètent une crise en profondeur et manifestent une **cassure d'avec la société française et sa jeunesse.**

Le PCF met officiellement en cause le *«retard de 56»* et l'erreur stratégique du programme commun, durant lequel pourtant, le PCF s'est «refait», même si de manière moins spectaculaire que son rival-partenaire PS. Si la mutation manquée de 1956 a incontestablement pesé, le retard des années 80 est plus encore porté au passif du PCF. Dans le rejet et la désaffection, dominent les relations à l'URSS et à son modèle - nullement éclaircies aux yeux du plus grand nombre - sa vision dépassée de la société française figée sur une conception étriquée de la défense des intérêts ouvriers, ses choix politiques et organisationnels inadaptés et non crédibles. Après le pari manqué de la participation gouvernementale de 81 à 84, les appels au «rassemblement» — de fait appels sans effets au ralliement qui récusent toute alliance et tout respect de la diversité des intérêts et des expériences — associés au volontarisme du *«à contre-courant»* actuel qui englobe la droite et le PS dans une même cible, accentuent la marche suicidaire vers la marge, où le PCF entraîne peu à peu ses militants et ses proches, tout en défendant certaines revendications populaires.

Des membres du PCF, élus, intellectuels et militants ouvriers, issus de générations différentes de communistes, s'efforcent d'enrayer cette marginalisation. Ils ont, après mars 86, lancé, dans divers départements, des appels publics à un XXVIe Congrès de leur parti et à un débat général et approfondi, notamment sur le rapport du PCF à la société et pour sa rénovation. D'autres organisations et militants se référant au communisme et participants des éclatements des dernières années sont à la recherche d'une issue à la crise du communisme. Le PAC, collectif formé pour l'essentiel de militants de 68 et du début des années 70, et dont les références originelles furent l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme (Algérie, Vietnam...), le «grand débat» des années 60 au sein du mouvement communiste international et l'édification socialiste en Chine, a entrepris ces dernières années un mouvement de renouvellement en profondeur.

Marginalisation de l'extrême-gauche

La marginalisation de l'extrême-gauche, au bord du gouffre de la disparition politique - sinon organisationnelle - procède en partie de mécanismes similaires d'inadaptation aux mutations de la société, de recours fétichiste à l'héritage glorieux et à l'imminence révolutionnaire des «luttes qui montent» toujours (!), de pensées et de pratiques qui excluent et divisent. Destin paradoxal pour des forces politiques issues ou vivifiées par le mouvement de mai 68 et les mouvements sociaux d'après-68, mouvements qui ont manifesté et inspiré un gigantesque effort collectif de mise à neuf de la société française!

Les forces construites sur telle ou telle motivation puissante des années 70 - l'écologie, le féminisme, les mouvements culturels - prennent peu à peu la mesure politique des limites de leurs projets, composantes indispensables et précieuses d'une alternative de société, mais nullement réponses globales aux défis d'aujourd'hui. Les minorités nationales poursuivent, dans des conditions spécifiques et difficiles, le combat pour leur reconnaissance et leur droit à l'autodétermination.

Certaines organisations ou certains militants en leur sein ont engagé peu ou prou des remises en cause de nombre de leurs conceptions et pratiques, *«pour une autre politique, pour une autre façon de la faire»*. Mars 86 pourrait faire date et accélérer la conscience de l'urgence et de la nécessité de ces remises en cause, tant la sempiternelle reconduite des discours anciens, de divisions stériles et d'échecs électoraux est apparue une voie sans issue.

Le PS, principale force électorale à gauche, lui aussi en impasse

Le verdict électoral est inverse pour le Parti sociliste. Lui qui porte la responsabilité quasi exclusive des cinq années d'exercice du pouvoir, est devenu désormais la seule grande force électorale à gauche. Ses 33% de voix rassemblées en mars ne sauraient être toutes comptabilisées comme vote anti-droite, par résignation ou par défaut. Le parti qui a su, durant les années 70, en un renouveau spectaculaire, entraîner des couches nouvelles, montantes - cadres et couches moyennes urbanisées - prendre appui sur des forces et courants spécifiques et piocher dans la génération de 68, a conservé une force d'attraction électorale incontestable.

Pour autant, l'impasse stratégique, apparue clairement à l'épreuve du pouvoir, subsiste : comment parvenir au 50% électoral pour regagner le pouvoir et pour y faire quoi? L'heure est au choix : parti démocrate à l'américaine, fortement présidentialisé ou parti social-démocrate rénové organisant, en son sein ou à côté de lui, des courants différents? Comment fusionner «culture d'opposition» et «culture de gouvernement» pour un nouveau projet de société? Des facteurs structurels vont conditionner les choix à venir et entraver l'élaboration d'une stratégie de sortie de crise : la faiblesse de l'appareil et de l'environnement militant, la faiblesse des liens avec le mouvement ouvrier et syndical, les ruptures et distorsions d'avec le mouvement social opérées lors de l'exercice du pouvoir, le poids de la machinerie électorale tendant à laminer les autres forces, la permanence des références idéologiques social-démocrates d'*«exercice du pouvoir»* et de *«gestion loyale»* du capital.

⁂

En définitive, la crise du mouvement ouvrier et populaire n'est pas seulement de conjoncture : elle est **structurelle.** Elle n'est pas seulement politique et organisationnelle, elle est **culturelle.** Elle met en cause les politiques suivies dans les rangs ouvriers et populaires mais plus encore met en évidence l'**inadéquation des réponses théoriques, politiques et organisationnelles aux réalités d'aujourd'hui** vécues par les travailleurs. Ces cinq dernières années ont ainsi levé des voiles et accéléré une «fin de période» programmée; elles ont mis en lumière les lignes de faiblesse et d'inadaptation aux combats de cette fin de siècle. Sans doute ont-elles accéléré la conscience de la nécessité impérative d'un renouvellement? Il faut parier sur cette hypothèse.

Des potentialités à faire fructifier

Car des potentialités de transformation existent au cœur même des mutations en cours dans la formidable aspiration à l'indépendance et au développement, dans l'aspiration à la paix, dans les exigences à la maîtrise du destin individuel et collectif, à l'accès au savoir, à la culture et à la démocratie. La réponse libérale n'est pas inéluctable. Les impasses actuelles du mouvement ouvrier et populaire peuvent être surmontées si tant est que les réalités nouvelles soient reconnues et prises en compte et qu'elles fructifient une alternative de société.

Assurément, les mutations ont trop peu mûri encore pour que les forces sociales de transformation saisissent toutes les nouvelles lignes de faiblesse du capital et mettent en évidence par leurs luttes, toutes les lignes de révolte et de mobilisation des différents acteurs sociaux, ainsi que les moyens de leur convergence et de leur unité. Le droit au travail est plus que jamais au cœur des exigences populaires, toutes générations confondues, même si les plus jeunes y associent plus volontiers l'aspiration à un travail et à une vie épanouissants aux plans individuel et collectif. Les transformations dans la production et l'organisation du travail vont renforcer les exigences de maîtrise de la décision et de la gestion.

Dans les pays impérialistes européens, les mutations sont en train d'inscrire de nouveaux besoins populaires et de nouveaux moyens d'action. Les nouvelles technologies comportent d'importantes potentialités d'information, de communication, de maîtrise, de contrôle. L'élévation générale du niveau d'éducation, l'urbanisa-

tion accélérée, la participation massive des femmes au travail salarié, les brassages entre les peuples et les nations, la multiplication des échanges et l'insertion croissante des médias dans la vie sociale, produisent de nouvelles exigences - la pluriculturalité, l'égalité dans la différence, le droit à l'information, un nouveau code de la vie urbaine - ou en réactivent certaines des années 60/70 sous d'autres formes, l'égalité entre hommes et femmes, le respect de l'environnement naturel, la paix, le droit à la formation...

Ces aspirations neuves s'expriment dans les mouvements des jeunes générations : les «Marches» des beurs, les mobilisations massives de SOS-Racisme, celle de la récente fête de la JOC, celles de lycéens pour le Tiers Monde ou le Quart Monde, manifestent, chacune avec leurs spécificités, ces valeurs d'aujourd'hui : l'antiracisme et le multiculturel, un effort de solidarité allant de pair avec l'affirmation de l'autonomie, une volonté de gérer soi-même le mouvement, hors des encadrements politiques traditionnels.

Se saisir de ces potentialités et les faire fructifier ou bien céder à la réponse libérale qui, elle, use et abuse des divisions, peurs et conservatismes engendrés par les nouveaux défis, tel est l'enjeu d'avenir.

Propositions pour un renouvellement, pour un nouveau projet

Ne céder ni au découragement ni au bétonnage et au repli sur soi, s'interroger sans concession sur les échecs et, avec d'autres, sur la base des potentialités de transformation, mener la longue marche du renouvellement de fond en comble des pensées et des pratiques : tel est notre choix fondamental.

Enregistrant les expériences des dernières décennies, celle du *«socialisme réel»* en URSS et celle des cinq dernières années d'exercice du pouvoir par la gauche, ce choix récuse le modèle soviétique et le modèle social-démocrate comme réponses aux défis contemporains. Enfin, il prend en compte la crise historique du communisme et pose l'hypothèse de la nécessité et de la possibilité de son renouveau, si tant est qu'il opère un grand mouvement de remise en cause de ses idées et de ses pratiques.

Sur la base de nos expériences, études et réflexions, nous proposons quelques axes-clés soumis à une double confrontation : confrontation aux points de vue d'autres militants et forces organisées qui apportent des réponses différentes aux mêmes questions ou en soulèvent d'autres et confrontation à la pratique sociale, à l'action quotidienne.

Pour un nouveau mode de développement et de changement

Nous proposons de rejeter toute vision européocentriste et francocentriste du développement et de mettre au cœur de la stratégie la notion de *«rupture avec l'impérialisme»* pour la définition d'un nouveau mode de changement et de développement. Car le caractère impérialiste de notre pays domine ses rapports avec le monde, avec le Sud, mais aussi, au sein du Nord, avec les Etats-Unis, l'URSS et dans le cadre européen. Car il structure les rapports économiques, sociaux, politiques et culturels de la société française en mutation.

● **Nous proposons d'élaborer et de mettre en œuvre un mode de développement indépendant, non-aligné, solidaire du Tiers Monde** (1). Ce mode de développement devrait s'appuyer sur la convergence des intérêts et aspirations des peuples et pays du Sud à l'indépendance et au développement et des intérêts des peuples et pays européens à plus d'autonomie et de solidarité, à se dégager des formes d'hégémonie du système impérialiste.

Il implique une série de mesures réalisées conjointement (1) qui :

— limitent les dépendances économiques et politiques du marché mondial,

— assurent une stricte indépendance vis-à-vis des deux superpuissances et contribuent au désarmement général, simultané et contrôlé,

— s'inscrivent dans le développement des pays du Sud, élaborent avec eux un nouveau type d'alliances basé sur le non-alignement, l'égalité et les avantages réciproques,

— participent à la solidarité avec les peuples en lutte pour leur indépendance, en particulier les peuples des dernières colonies françaises,

— s'inscrivent dans le cadre européen tout en transformant les finalités et orientations de la CEE et en développant les régions et les «pays».

● **Nous proposons que ce mode de développement se fixe comme perspective la réponse aux besoins et aspirations du plus grand nombre et de chacun.** Les fondements d'un tel mode de développement sont la réalisation du droit au travail et au bien-être, du droit à l'éducation, à l'information et à l'expression, du droit à la santé, à l'art et à la culture. Il implique l'égalité des droits de tous dans le respect de la différence et l'établissement de rapports équilibrés entre les besoins et aspirations individuels et les choix collectifs.

● **Nous proposons que ce mode de développement permette une appropriation par tous et par chacun des différents choix de société.** Cela implique d'établir un nouveau rapport des individus et de la société au «politique» et à l'Etat. Nous proposons de rompre avec deux visions de l'Etat présentes dans le mouvement ouvrier et populaire, l'une et l'autre unilatérales. L'une, qui a inspiré la social-démocratie, conception d'«Etat-arbitre», obscurcit son rôle de stratège économico-politique du capital et sous-estime gravement la puissance des mécanismes de reproduction de l'Etat impérialiste. La conception de l'«Etat-instrument», au cœur du modèle soviétique, simplifie abusivement la complexité des rapports entre l'Etat et la société et priorise dangereusement la coercition et le volontarisme dans la transformation sociale.

L'une et l'autre méconnaissent les effets négatifs de l'excroissance et du renforcement de la machine étatique dépossédant la grande masse des citoyens de la maîtrise permanente des choix collectifs de société et nourrissant le sentiment populaire croissant d'un Etat bureaucratique, envahissant et tâtillon. Notre critique de l'Etat ne débouche pas sur le «moins d'Etat» de type libéral — réorientation de sa fonction de stratège du capital et renforcement de l'Etat répressif. Elle recherche l'appropriation de la maîtrise des décisions collectives et de leur mise en œuvre par l'ensemble des hommes et des femmes du pays, qui nécessite un changement de fond en comble de l'Etat et de ses rapports avec la société, une rupture, sur la base de deux idées-force :

— l'accès de tous aux décisions et le rapprochement des lieux de décision des citoyens, la mise en œuvre d'une véritable décentralisation,

— l'intervention, la maîtrise et le contrôle dans tous les domaines : économique, politique, social et culturel.

Cela nécessite la démocratisation des institutions et l'expression pluraliste des mouvements sociaux (1), l'élargissement des droits et de la mise en œuvre des moyens pour les exercer, la reconnaissance des droits et aspirations des minorités culturelles et nationales (1), l'égalité des droits, notamment entre Français et immigrés (1).

Pour une autre façon de faire la politique

● Tout en nous inscrivant dans la continuité des luttes populaires et révolutionnaires en France et dans le monde, nous proposons d'adopter une **méthode de pensée** qui rejette les a priori et les dogmes et mette le primat sur les faits et la réalité, leur histoire et leurs contradictions internes et qui appréhende les références révolutionnaires non comme des vérités absolues mais comme des vérités relatives à leurs conditions historiques de production. Il nous faut penser et transformer le monde du point de vue d'un marxisme vivant qui intègre les nouvelles réalités sociales et culturelles de ce siècle, et soumettre nos positions, nos méthodes et nos pratiques à la critique, à la remise en cause et à la réforme (2).

● Nous proposons de rompre avec une vision de la société coupée en deux camps qui ne transcrit pas la disposition des forces sociales dans leurs rapports au système d'exploitation et de domination des hommes et des peuples. Aussi concevons-nous la **politique d'alliances** non comme la bipolarisation en deux camps, 50/50, mais comme le rassemblement de l'immense majorité **contre** une cible et **pour** une alternative de société qui intègre l'ensemble des intérêts et aspirations des forces sociales alliées, en unité et en confrontation. Cela implique de rejeter toutes les politiques d'alliances conçues comme tactiques pour utiliser puis éliminer les forces alliées, politiques que le mouvement ouvrier et populaire, et en particulier le mouvement communiste ont payées très cher jusqu'au reniement de fait de leurs objectifs et idéaux.

La politique d'alliances ne saurait être le ralliement sur les positions exclusives de telle ou telle force sociale. Elle est nécessairement **stratégique**, détermine le contenu d'une alternative de société et trace la voie pour y parvenir. Elle requiert le respect et la prise en compte de l'identité et de la diversité des uns et des autres, de leurs expériences, de leurs aspirations, de leurs liens à la réalité : connaissance mutuelle, confrontation des idées et pratiques, action en commun et refus de l'hégémonie, bataille de terrain enracinée dans la réalité en constituent de précieux instruments.

Une telle conception fort peu pratiquée dans un mouvement ouvrier et populaire où dominent les attitudes réductrices ou suicidaires d'hégémonie et d'exclusion, est pourtant indispensable pour saisir sans a priori la nature et l'ampleur des mutations de la société contemporaine, notamment d'appréhender le rôle dévolu à la classe ouvrière d'aujourd'hui dans son mouvement contradictoire d'élargissement-uniformisation/différenciation-éclatement. Partir de la diversité, la reconnaître et la prendre en compte fondent la possibilité de construire l'unité : c'est la démarche fondamentale que nous proposons en matière de politique d'alliances.

● Nous proposons de rompre avec certaines conceptions et pratiques communistes d'organisation afin d'établir un rapport correct entre les

(1) cf *Propositions pour une politique alternative* — juin 1985

(1) cf *Propositions pour une politique alternative* — juin 1985

(2) Ve Congrès — *Avec les peuples du monde, pour le renouveau du communisme* — novembre 1983

forces sociales en mouvement et l'organisation des communistes, entre l'organisation et la société en mutation. Promouvoir une autre politique nécessite de penser et de faire la politique autrement, nécessite de **s'organiser autrement.**

Nous récusons la conception jusqu'ici dominante du «parti d'avant-garde» conçu comme détenteur de la vérité se substituant aux forces sociales en mouvement et rejetons tout rapport hiérarchique avec les forces organisées, syndicats, associations, compétences ainsi que les conceptions et pratiques de «courroie de transmission» et de «fraction communiste». Il s'agit d'établir des rapports d'égalité, ouverts, d'unité, d'alliance et de confrontation avec l'ensemble des forces organisées du mouvement ouvrier et populaire, tout en contribuant au renouvellement théorique, politique et organisationnel des points de vue et pratiques des communistes.

Dans une société diversifiée et complexe, alors qu'un processus de décomposition/recomposition travaille le mouvement ouvrier et populaire et le mouvement communiste, la diversité des expériences, des connaissances et des points de vue est une **richesse** et non une entrave à l'action ou une mutilation de l'organisation. Elle fructifie la pensée et l'action collectives. Aussi rejetons-nous la méthode de débat par laquelle on se délimite en démolissant les points de vue autres et on caractérise tout point de vue différent d'«ennemi». Il s'agit de fonder la synthèse et l'unité sur une discussion libre et respectueuse des expériences et convictions de chacun, sur la prise en compte la plus adéquate possible des diversités et sur la formation de majorités et de minorités relatives aux thèmes et problèmes posés, changeantes et non figées.

Nous proposons de rompre avec la conception jusqu'ici dominante d'un centralisme démocratique hypercentralisé, militarisé, avec hiérarchie descendante et cloisonnement. La nécessité de l'efficacité et de la démocratie, l'unité de la centralisation et de la décentralisation qu'implique l'organisation des hommes et des femmes, doivent prendre une forme nouvelle qui à la fois libère la démocratie et renforce l'autonomie des individus et des collectifs de terrain pour embrasser la diversité des situations et des faits et opère une centralisation autre et plus efficace en en multipliant les formes et en alliant structures verticales et structures horizontales (3).

***

L'ensemble de ces orientations pour un nouveau projet et pour un renouvellement en profondeur des pensées et des pratiques ne forment pas une réponse globale et achevée aux défis contemporains. Tout au plus, elles proposent des démarches et réflexions, produites par l'expérience vécue durant la dernière décennie par notre propre insertion dans la crise du mouvement ouvrier et populaire et du mouvement communiste. Elles se situent pleinement dans les débats et recherches actuels pour un nouveau mode de développement, concernant une «politique alternative» et des «pratiques alternatives», l'«autogestion», l'«autonomie et la solidarité», une «nouvelle citoyenneté», une «nouvelle culture politique» mis en avant par différentes composantes du mouvement ouvrier et populaire.

Résister et faire converger

Depuis le 16 mars, les acteurs d'un nouveau paysage politique se mettent en place dans le pays. D'un côté, une droite radicalisée et arrogante, même si divisée et disposant d'une courte majorité parlementaire, flanquée d'une extrême-droite musclée et agissante. De l'autre, un mouvement ouvrier et populaire en position de faiblesse, dont la décomposition se poursuit et où domine une force politique, le Parti socialiste, qui cherche à élargir son impact électoral et à utiliser la bataille parlementaire et son point d'appui à l'Elysée, pour une reconquête aux présidentielles. La situation politique fondée sur un scénario institutionnel inédit qui concrétise le rapport de forces issu des élections législatives, est dominée par l'échéance présidentielle susceptible d'intervenir avant 1988.

Chaque jour apporte son lot de défis concrets du libéralisme, car l'attaque tout azimut se veut brutale, rapide et décisive. En deux mois, le gouvernement, à coups d'articles 49-3, a fait passer à l'Assemblée la décision des dénationalisations, la libération des prix, une remise en cause du droit du travail, le retour au scrutin majoritaire et un collectif budgétaire incluant la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. Il met au vote avant l'été ses projets de privatisation d'une partie de l'audiovisuel, son nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie, ses lois sécuritaires et sur l'immigration. Aucun terrain n'échappe à son offensive législative et réglementaire et à l'ardeur «libérale» de ses ministres : école, santé, culture, droits sociaux, audiovisuel, DOM-TOM, politique de défense. Il arrive que les directives ministérielles précèdent même l'adoption des lois, en matière de contrôle d'identité par exemple.

(3) Voir *S'organiser autrement — Règles pour le PAC aujourd'hui* — VIe Congrès juin 1986

Résister

Des résistances cherchent à se mettre en place peu à peu mais risquent fort de ne pas être à la hauteur de l'attaque. A l'évidence, on n'a pas touché le fond du désarroi et de l'éparpillement militants : la décomposition continue après mars. Cette réalité impose de ne pas gaspiller les énergies disponibles et de les disposer avec soin pour éviter une déroute généralisée : où, comment, avec qui, sur quels thèmes prioritaires résister?

Les bétonnages sur des politiques qui ont failli ou les barouds d'honneur de bonne conscience ne mèneront pas loin. Une résistance de longue haleine ne saurait aujourd'hui se construire sur le mode unique de la dénonciation générale et de l'évidence, par simple reproduction des mots d'ordre et modes d'action des années 70. Consolider des points de résistance nécessite d'entreprendre des batailles concrètes où le refus des mesures gouvernementales s'accompagne de propositions positives visant à résoudre les problèmes réellement posés. Par exemple, riposter au raz-de-marée répressif et sécuritaire nécessite d'intervenir sur le terrain même où s'enracinent les inquiétudes urbaines : chômage, petite délinquance, difficultés de cohabitation, échec scolaire, pénuries en tous genres. Rechercher les réponses de terrain, mettre en commun les initiatives associatives ou para-institutionnelles tentées ces dernières années, tirer leçons de leurs échecs et succès, peut contribuer à reconstruire un sens du collectif qui n'exclut pas l'autre, un respect de l'individu et de l'identité de chacun qui construise la solidarité. Faute de quoi les «mobilisations générales» seront sans échos et sans troupes, tout au plus des feux de paille sans lendemain.

On ne saurait faire l'économie d'une telle démarche pour organiser une résistance et pour une reconquête d'efficacité et de crédibilité auprès des travailleurs et des jeunes générations. Et ce, sur tous les fronts : celui de la flexibilité et de la précarisation du travail, celui de la défense des libertés et des droits, de la protection sociale, celui de l'antiracisme, de la défense de la paix, de la solidarité internationale...

Faire converger

Enfin, les batailles de résistance nécessitent **absolument** d'en finir avec les divisions, les prétentions à l'hégémonie, les querelles de chapelle et exclusives de toutes sortes. Il faut travailler à faire converger les forces éparpillées du mouvement ouvrier et populaire, à lancer des «ponts» entre des groupes militants mobilisés sur les mêmes fronts, mais séparés par les pesanteurs du passé, des origines et sensibilités diverses et par les contentieux accumulés. Parler ensemble, se connaître et se respecter mutuellement, réfléchir et résister ensemble sont **d'urgente nécessité** non seulement pour la riposte immédiate au coup par coup, mais aussi dans la perspective d'une recomposition ultérieure du mouvement ouvrier et populaire.

Ces derniers mois, des militants de tous horizons et d'origines diverses, militants politiques, syndicaux, associatifs, antiracistes, écologistes, tiers-mondistes, pacifistes, de minorités nationales ou culturelles ont recherché des points de contact, de solidarité, d'action et de réflexion communes. Groupes militants locaux et départementaux, dits «alternatifs» ou non, nés ou réactivés à l'occasion de 86, cherchent les voies et moyens *«d'une autre politique, d'une autre façon de la faire»*. Beaucoup ont éprouvé en mars la fragilité et les limites politiques de tels regroupements s'ils restent seulement préoccupés de gérer leurs contradictions intérieures, dans un cadre étriqué d'alliances et de contenu général, flou, non ancré dans les réalités concrètes d'aujourd'hui. Pour autant, dans plusieurs endroits, se poursuit l'effort pour solidifier ces points de résistance, les enraciner, les élargir et enrichir leur contenu. Dans la période, d'autres militants ou groupes, venus d'autres horizons associatifs, PCF ou PS, sont susceptibles de s'y associer.

S'ils parviennent à ces objectifs d'élargissement et de consolidation, ces points de résistance de terrain sont et seront des points d'appui moteurs pour opérer la recomposition qui exige par ailleurs toute une batterie de lieux d'études et d'échanges et d'actions communes, à tous les niveaux, par thèmes ou objectifs, entre les différents groupes et militants. Proposer des initiatives tout en respectant les rythmes et les diversités, multiplier les réseaux militants et les points de rencontre aujourd'hui, devrait pour demain permettre d'éviter la construction d'un pôle rabougri qui éclate à la première épreuve et devrait préparer les conditions d'une recomposition aux contenus et pratiques véritablement renouvelés qui tienne la route, pour une alternative de société.

Faire converger implique enfin de positionner cet effort au sein du mouvement ouvrier et populaire dans son ensemble et avec chacune de ses composantes. Les politiques se situant hors du mouvement comme celles qui prennent en cible antagonique l'une des composantes, ont fait la preuve de leurs limites ou échecs. La nécessité d'un rassemblement face aux défis concrets du libéralisme exige dans l'immédiat comme dans le moyen terme de penser et de pratiquer un positionnement **au sein** du mouvement ouvrier et populaire, **en alliance et confrontation** permanentes avec chacune de ses composan-

tes. Une telle attitude devrait notamment permettre de répondre au coup par coup à l'attaque gouvernementale tout en évitant le double piège de l'isolement suicidaire ou de l'attraction irrésistible dans l'orbite PS.

***

Renouveler, résister et faire converger sont les trois termes indissociables et complémentaires pour engager une recomposition des forces et contribuer à une alternative de société. Résister implique la convergence des combats et aussi le renouvellement des objectifs et modes de combats. Renouveler les pensées et pratiques ne saurait s'effectuer hors de l'action quotidienne et de la confrontation à la pratique, hors de l'action et de la confrontation avec d'autres forces. Enfin, pas de convergence solide, durable et crédible sans renouvellement du projet et des propositions fondées sur un réel travail de terrain. Dans cette triple démarche, l'effort de renouvellement est moteur pour répondre aux défis de cette fin de siècle et pour fusionner avec les mouvements sociaux dont les travailleurs et les jeunes générations sont et seront partie prenante.

Le PAC ayant renouvelé certains de ses points de vue, démarches et propres normes d'organisation (3), se situe dans cette perspective. Pour y contribuer, il a aussi besoin d'associer d'autres militants à cette entreprise et les appelle instamment à la rejoindre.

(3) Voir *S'organiser autrement — Règles pour le PAC aujourd'hui* — VIe Congrès juin 1986

AU SOMMAIRE DE «TRAVAILLEURS»

N°29 : ÇA BOUGE DANS LES COLONIES FRANÇAISES

Guadeloupe : interview de Rosan Mounien, secrétaire général de l'UGTG – «Lendépendans» : un succès de presse – Un nouveau mode de développement. **Polynésie :** interview de François Roux. **Kanaky :** 85% du peuple kanak pour l'indépendance – Charte du FLNKS. **Le soutien à l'indépendance des peuples colonisés, une question cruciale pour notre propre avenir.**

N°30 : CHÔMAGE, SYNDICALISME, FLEXIBILITÉ

Aménagement du temps de travail, flexibilité... au bénéfice de qui? – Préambule au projet de loi – Electronique du **Trégor :** une hémorragie sans fin. **Decazeville :** l'étranglement du bassin continue – Pour le droit au travail pour tous. **42e Congrès de la CGT.** Des militants syndicalistes échangent leurs expériences et points de vue.

N°31-32 : LES ENJEUX INSTITUTIONNELS DE MARS 86

(Journées d'études de l'AERIP — 31 janvier – 1er février 86)

Les enjeux institutionnels : Les six spécificités institutionnelles de mars 86 (Jean-Luc Parodi) – Ve République et sclérose de la vie politique (Gérard Soulier) – Place de l'Etat et des institutions dans le discours politique (Alain Bertho et Serge Wolikow) – La Ve République, démocratie élitiste (Jean-Marie Vincent). **Droite et extrême-droite en perspective :** Qu'a fait la droite du libéralisme économique? (Jean Jaulin) – Montée et enracinement du Front national (Alain Rollat) – L'électorat du Front national, bilan et perspectives (Pascal Perrineau). **La gauche en devenirs :** L'exercice du pouvoir a-t-il transformé le Parti socialiste? (Thierry Pfister) – La référence historique dans le discours de la gauche : le Congrès de Bad-Godesberg et le socialisme français d'hier et d'aujourd'hui (Gérard Molina) – Forces et faiblesses du PCF (Jean Ranger) – Le vingt-cinquième Congrès : une tentative pour surmonter le déclin? (Patrick Jarreau). **L'Alternative?** Les conditions de construction d'un mouvement alternatif en France (Alain Lipietz) – L'expérience des Grünen dans le contexte allemand (Fieder Wolf)

N°33 :APRÈS MARS 86, FAIRE LE POINT (1)

Etat des lieux. Le Front national s'installe dans la société française. **La réaction à l'œuvre** – Annexe : le renouveau des thèses libérales. **Dossier : des communes sous le règne du libéralisme. Le PCF :** nouvel échec, nouveaux problèmes. **Parution de la revue «M» :** interview de son rédacteur en chef, Gilbert Wasserman. **Document du Parti communiste italien :** «Avant tout, se renouveler».

N°34 : APRÈS MARS 86, FAIRE LE POINT (2)

1936–1986. **Quels devenirs pour les communistes? Le PS et la reconquête.** Des militants du Languedoc s'interrogent sur mars 86. **Nord/Sud, Est/Ouest : la quadrature du globe.** Un mode de développement «à la chinoise». Document : le terrorisme international, aspects juridiques et politiques.

S'ORGANISER AUTREMENT

«Pour une alternative communiste» relève d'un double défi :

— Œuvrer à la construction d'une société nouvelle, en cette fin de siècle de profonds bouleversements et d'ébranlements de la vieille société, où ont alterné succès et revers des peuples, devenus acteurs à part entière des grandes mutations planétaires, constitue un premier défi. Dans un monde de guerre, d'inégalité et d'intolérance, de sous-développement et de faim, de misères matérielles et culturelles, il s'agit de répondre à la formidable aspiration à l'indépendance et au développement, à l'aspiration à la paix et aux exigences de maîtrise du destin individuel et collectif, d'accès au savoir, à la culture et à la démocratie.

— Face à une crise sans précédent du communisme qui paraît désormais incapable de répondre à ce premier défi, œuvrer à son renouveau, comme s'y efforcent d'autres communistes de par le monde, tel est le second défi.

Les formidables mutations en cours durant ces années 80 dans les domaines de la production, de la communication entre les hommes, de la maîtrise de la matière, continuent de suivre pour l'essentiel une logique d'exploitation et de domination d'une infime minorité sur la grande majorité des hommes et des peuples. C'est le cas dans la France capitaliste-impérialiste de 1986.

Une société nouvelle pour la France, socialiste, démocratique, populaire, indépendante, solidaire du Tiers Monde, ne saurait emprunter ni le modèle social-démocrate ni le modèle soviétique ni aucun des modèles de changement proposés depuis un demi-siècle.

Cette conviction, le Parti pour une alternative communiste (PAC) l'a acquise par l'expérience des vingt dernières années, notamment celle de mai 68, de son espoir, de son reflux et de ses déboires, par celle du «socialisme réel» de l'Union soviétique, comme par le bilan des cinq dernières années d'exercice du pouvoir par la gauche, dont le modèle de changement a failli.

Il est une autre conviction qui anime le PAC : celle d'une crise historique du communisme, de la nécessité et de la possibilité de son renouveau. Le communisme n'a pas épuisé ses capacités de transformation de la société pour autant qu'il opère un grand mouvement de remise en cause de ses idées et de ses pratiques qui ont échoué ou se sont avérées périmées, autour de quelques points-clés :

— adopter une méthode de pensée qui mette la priorité sur les faits et la réalité et qui appréhende les références révolutionnaires non comme des vérités absolues mais comme des vérités relatives à leurs conditions de production; penser et transformer le monde du point de vue d'un marxisme vivant;

— refuser la notion d'un centre mondial du communisme et reconnaître l'existence de différentes voies d'édification socialiste, créer et développer des liens avec les partis, mouvements du monde entier partageant notre combat, en particulier européens, pour s'enrichir de nos expériences respectives;

— reconnaître le rôle historique du Tiers Monde et l'importance décisive de la caractérisation **impérialiste** de notre pays dans ses rapports avec le monde comme dans la structuration et la culture de notre société. Autrement dit, mettre au cœur de la stratégie la notion de «rupture avec l'impérialisme» pour la définition d'un nouveau mode de changement et de développement;

— concevoir la politique d'alliances comme une **stratégie** et nullement comme un moyen d'utiliser puis d'éliminer les forces alliées, comme le rassemblement contre une cible et non comme la bipolarisation en deux camps;

— appréhender le rôle de la classe ouvrière d'aujourd'hui dans son mouvement contradictoire d'élargissement, d'uniformisation, de différenciation et d'éclatement. Partir de la diversité, la reconnaître et la prendre en compte fondent la possibilité de construire l'unité;

— établir un rapport correct entre les forces sociales en mouvement et l'organisation des communistes, entre l'organisation et la société en mutation.

Cette démarche situe délibérément le PAC parmi tous ceux qui cherchent à promouvoir une **autre politique**, une autre **façon de penser la politique et de la faire.**

Faire autrement la politique nécessite de **s'organiser autrement**. Pour ce faire, le PAC propose trois conditions **pour aujourd'hui**, qui rompent avec certaines traditions communistes d'organisation :

— Le PAC récuse la conception jusqu'ici dominante du «parti d'avant-garde» comme parti détenteur de la vérité se substituant aux forces sociales en mouvement; il rejette tout rapport

hiérarchique avec les forces organisées, syndicats, associations, compétences, ainsi que les conceptions et pratiques de «courroie de transmission» et de «fraction communiste». Il s'efforce d'établir des rapports d'égalité, ouverts, d'unité, d'alliance et de confrontation avec l'ensemble des forces organisées du mouvement ouvrier et populaire, tout en contribuant au renouvellement théorique, politique et organisationnel des points de vue et pratiques des communistes.

— Dans une société diversifiée et complexe, alors qu'un processus de décomposition/recomposition travaille le mouvement ouvrier et populaire et le mouvement communiste, la diversité des expériences, des connaissances et des points de vue est une **richesse** et non une entrave à l'action ou une mutilation de l'organisation. Elle fructifie la pensée et l'action collectives. Aussi le PAC récuse-t-il la méthode de débat par laquelle on se délimite en démolissant les points de vue autres et on caractérise tout point de vue différent d'«ennemi». Le PAC s'efforce de fonder la synthèse et l'unité sur une discussion libre et respectueuse des expériences et convictions de chacun, sur la prise en compte la plus adéquate possible des diversités et sur la formation de majorités et de minorités relatives aux thèmes et problèmes posés, changeantes et non figées.

— Le PAC entend rompre avec la conception jusqu'ici dominante d'un centralisme démocratique hypercentralisé, militarisé, avec hiérarchie descendante et cloisonnement. La nécessité de l'efficacité et de la démocratie, l'unité de la centralisation et de la décentralisation qu'implique l'organisation des hommes et des femmes doivent prendre une forme nouvelle qui, à la fois,

— libère la démocratie et renforce l'autonomie des individus et collectifs de terrain, pour embrasser la diversité des situations et des faits

— opère une centralisation autre et plus efficace en en multipliant les formes et en alliant structures verticales et horizontales.

DES RÈGLES POUR LE PAC AUJOURD'HUI

Pour réaliser ses objectifs, et compte tenu de son expérience et de ses réflexions en matière d'organisation, le PAC a mis au point les règles de conduite et de fonctionnement ci-dessous. Ces règles ne sont pas absolues : elles s'efforcent de prendre en compte la situation de décomposition/recomposition politique, culturelle et organisationnelle du mouvement ouvrier et populaire dans la France des années 80 et intègrent la réalité concrète actuelle du PAC.

Adhésion au PAC

POINT 1 Peut être membre du PAC quiconque approuve les orientations générales de ses Congrès et ses règles, s'efforce de les mettre en œuvre et contribue financièrement de manière régulière.

POINT 2 L'adhésion est en règle générale individuelle auprès de l'un de ses collectifs. Les adhésions collectives, les fusions ou autres transformations relevant de l'ensemble du PAC sont traitées par son Congrès, son Conseil national et son Bureau national. Des collectifs militants peuvent «s'associer» au PAC, selon des modalités définies entre eux et le Conseil national.

Le PAC et la société

POINT 3 Acteur de la transformation sociale, le PAC se soucie en permanence d'approfondir sa connaissance de la société et du monde, de leurs transformations, des besoins et aspirations des travailleurs, contribuant ainsi à l'élaboration d'une alternative de société. Pour ce faire, les collectifs, comités et militants du PAC pratiquent enquêtes et recherches sur la réalité. Le PAC dispose de structures d'études (commissions de travail, d'études, Université...) ouvertes à des non-membres du PAC et sollicitant des compétences.

POINT 4 Le PAC, ses collectifs, comités et militants, établissent des échanges avec les autres forces organisées du mouvement ouvrier et populaire, partis, syndicats, associations, personnalités, pour une meilleure connaissance mutuelle, pour développer des réflexions et actions communes.

POINT 5 Le PAC, ses collectifs, comités et militants peuvent être à l'initiative, associés ou partie prenante avec d'autres militants ou organisations, d'activités, projets, études ou organisations, dont les objectifs s'intègrent ou convergent avec une ou les orientations globales du PAC.

POINT 6 Chaque militant du PAC, lorsqu'il est adhérent d'autres organisations, associations, syndicats, y agit conformément à ses convictions tout en respectant la vie démocratique, les normes et statuts de ces organisations.

POINT 7 Le PAC, ses collectifs, comités et militants travaillent à associer des amis et proches, militants et collectifs, aux activités du PAC ainsi qu'à ses études et débats internes.

POINT 8 Ils ont le souci de faire adhérer de nouveaux membres.

Organisation et fonctionnement

POINT 9 Le PAC est constitué de différents collectifs militants : collectifs locaux, départementaux, régionaux, commissions d'étude, Université, Conseil national, Bureau national et Congrès.

POINT 10 Chaque collectif militant dispose des moyens de contacter l'ensemble des collectifs et les contacte si besoin est.

POINT 11 Le collectif local regroupe des adhérents qui définissent leur secteur d'activité : quartier, entreprise, village, ville. Il met en œuvre les orientations globales du PAC sur son secteur :

— définit une politique locale et des objectifs à court et moyen termes

— participe à la vie locale, au mouvement social et à l'action des travailleurs.

— fait connaître les points de vue du PAC par différents moyens (presse du PAC, participation aux médias locaux...)

— participe aux discussions et prises de décision qui concernent les échelons départemental, régional et national

— chaque collectif local est responsable de ses finances.

POINT 12 Les militants locaux ou les collectifs locaux d'une même ville, d'un même département ou d'une même région, se regroupent et définissent une politique locale, départementale ou régionale et des objectifs, mettant en œuvre les orientations globales du PAC. A chaque fois que possible, l'ensemble de ces collectifs élit des comités de ville, départemental ou régional, qui mettent en œuvre la politique ainsi définie en matière de participation à la vie locale et régionale, d'expression publique des points de vue du PAC et d'animation de ses débats, échanges et réflexions.

POINT 13 Le Congrès est constitué par les délégués élus des collectifs locaux selon les critères de représentation numérique et géographique, et par les membres du Bureau national. Le Congrès se tient tous les deux ans. Le Congrès définit les orientations du PAC, adopte ou modifie les règles du PAC, élit son Bureau national, contrôle son activité politique et financière et définit les collectifs qui permettent la constitution du Conseil national.

POINT 14 Le Conseil national est formé par les représentants élus des collectifs locaux et les responsables des autres collectifs militants. Y siège également le Bureau national. Le Conseil national met en œuvre les orientations du Congrès et définit les grands axes de la politique du PAC sur les questions d'ordre national et international. Il se réunit au moins deux fois par an. Il peut convoquer un Congrès.

POINT 15 Le Bureau national est élu par le Congrès et est responsable devant lui et le Conseil national. Tout membre du Conseil national peut participer à une réunion du Bureau national; le Bureau national peut solliciter un membre du Conseil national ou du PAC pour participer à l'une de ses réunions ou activités; ces participants n'ont pas voix délibérative. Le Bureau national peut convoquer le Congrès. Le Bureau national met en œuvre les orientations du Congrès et du Conseil national et sur cette base, promeut la politique du PAC et ses objectifs pour toutes les questions d'ordre national et international. Il est compétent en matière d'initiatives politiques nationales, d'expression publique des points de vue du PAC (presse nationale, contacts avec les médias...), de contacts nationaux avec les autres organisations (nationales et internationales). Il est aussi compétent dans l'animation de l'étude, des débats et des échan-

changes au sein du PAC. Le Bureau national élit en son sein un Secrétariat chargé de la mise en œuvre de ses décisions.

POINT 16 Chaque été, l'Université du PAC met à son programme plusieurs points théoriques, politiques ou pratiques qui nécessitent une connaissance approfondie. Elle contribue à l'élaboration politique et nourrit la réflexion des collectifs.

POINT 17 Les collectifs, comités et militants s'engagent à respecter et à mettre en œuvre la décision majoritaire prise à chaque niveau conformément à sa vocation propre. Sur les questions non résolues, il n'y a pas de point de vue collectif du PAC et l'expression des points de vue différents est ouverte et absolument nécessaire. Une fois la décision prise majoritairement, chacun peut maintenir un point de vue différent en cas de désaccord, tout en respectant la mise en œuvre de cette décision collective.

POINT 18 Une commission élue par le Congrès traite des antagonismes graves entre militants et collectifs ainsi que les manquements graves au respect des règles. Le Congrès tranche si nécessaire.

POINT 19 Les collectifs fixent à chaque niveau les règles particulières de leur fonctionnement.

VIe CONGRÈS DU PAC

Le VIe Congrès du PAC s'est tenu les 20-21-22 juin dans la banlieue de Melun. Une Résolution — *Résistances, renouvellements, convergences, pour une alternative de société* — a été adoptée par 77% des congressistes. Le débat a porté également sur les conceptions communistes d'organisation et un texte — *S'organiser autrement* — fixant les *«règles pour le PAC aujourd'hui»* a été adopté par 69%. A l'issue de ces décisions, la section de Grenoble et Jacques Jurquet, membre du Secrétariat politique et l'un des fondateurs du PCML, ont décidé de quitter le PAC car ne se reconnaissant plus dans les orientations adoptées.

STATISTIQUES DU CONGRÈS

Parmi les congressistes, d'âge moyen 39 ans : 15% de femmes, 39% d'ouvriers, employés et paysans, 27% d'éducateurs et enseignants, 19% de cadres, techniciens et ingénieurs, 7% de professions libérales.

86% des congressistes sont syndiqués, dont 34% à la CFDT, 44% à la CGT, 12% à la FEN, 6% au SGEN. A noter leurs responsabilités dans leur entreprise (20% CHS, 34% délégués du personnel, 24% au CE) et syndicales (55% au bureau du syndicat).

Pour l'ensemble des congressistes, 61% sont militants d'organisations antiracistes, 30% d'associations de solidarité anti-impérialistes et 41% d'associations locales diverses; 30% ont des responsabilités locales dans ces associations.

POT AMICAL

Le 25 juin, le PAC a invité à un pot amical des représentants d'associations et organisations et des amis; y ont participé des représentants du PSU, de la revue *M*, de l'UDB, de la FGA, de l'UTCL, de la LCR, de la FEA, des représentants comoriens, du Zimbabwe, de Chine et du PCMLB (Belgique), ainsi que différents amis.

SOMMAIRE

Résistances, renouvellements, convergences,
Pour une alternative de société 4

Sommaire des derniers numéros de Travailleurs 14

S'organiser autrement – Règles pour le PAC aujourd'hui 15

VIe Congrès – Statistiques – Pot 18

Abonnez-vous à :

Flash Alternative
hebdomadaire

et TRAVAILLEURS
mensuel

Je désire
☐ prendre contact avec le PAC
☐ recevoir en spécimen un numéro de TRAVAILLEURS
☐ m'abonner un an (200,00 F) ☐ six mois (110,00 F)

Nom et prénom .....
Adresse et code postal .....
.....
Entreprise .....

A retourner à : PRESSE D'AUJOURD'HUI – B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20

Travailleurs : B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20 – Tél. : (1) 43 66 71 53 – Directeur de publication : M. Cuisinier
Abt un an : 200,00 F – Commission paritaire n°10402 – Imp. Presse d'Aujourd'hui : B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20